

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC

REIMS - UIOSS - Plateaux A et B - R+1

14 Rue du Ruisselet

51100 REIMS



DEKRA Industrial
54, rue Saint Léonard
ZI Sud Est
51686 REIMS CEDEX 2

Tél. 03.20.16.33.32

Affaire n° : 54296864

Coordonnateurs SPS

Conception : HUBERT MEUNIER
Réalisation : QUENTIN DELPECH

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
13/02/2025	A	Version initiale
03/03/2025	B	Version DCE
16/10/2025	C	Mise à jour du document: ajout nouveau lot et travaux

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Version du 13 septembre 2016

Sommaire

Préambule.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....	6
Présentation du projet	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique	6
• Description synthétique de l'environnement	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	6
Intervenants concernés par l'opération	6
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	6
• Organismes institutionnels de la prévention	7
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	7
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par l'UIOSS (lors de l'IC CE) et le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS	9
Description de l'environnement et des servitudes.....	9
• Par rapport aux établissements en activité	9
• Par rapport aux piétons	9
• Par rapport aux interdictions de survol	9
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	9
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	9
• Amiante.....	9
Accès au chantier	9
• Véhicules et personnel.....	9
• Points particuliers.....	10
• Affichage - Fléchage - Signalétique d'accès	10
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	10
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	10
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	10
• Infrastructures de chantier.....	10
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	10
• Protections collectives.....	10
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	11
Installations de chantier.....	11
• Plan d'installation de chantier.....	12
• Clôtures	12
• Affectation des installations de chantier.....	12
• Dimensionnement du cantonnement	13
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	13
• Secours.....	13
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	13
Autorisations administratives et démarches diverses	13



Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	14
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	14
• Généralités.....	14
• Circulations horizontales et verticales.....	14
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage	15
• Généralités.....	15
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)	15
• Grues mobiles :	15
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :	15
• Vérification des appareils et des accessoires de levage	15
• Autorisation de conduite	15
• Limitation du recours aux manutentions manuelles	16
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	16
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux	16
• Approvisionnements	16
• Magasins	16
Travaux de désamiantage	17
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	19
• Evacuation des déchets	19
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	19
• Matières et substances dangereuses	19
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier	19
Protections collectives	20
• Généralités.....	20
• Nature des protections collectives :	20
• Etude des moyens de protection collective en phase chantier	20
Travail en hauteur	20
Installation électrique de chantier	21
• Vérification des installations électriques temporaires.....	21
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	22
Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	23
Respect des contraintes du site	23
• Horaires de chantier imposés.....	23
• Horaires et contraintes de livraisons.....	23
Site en exploitation	23
• Risque incendie.....	23
• Evacuation des personnes en cas d'incendie	24
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	24
Consignations :	24
Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	25
Nettoyage du chantier	25
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	25
Démarche environnementale, tri des déchets.....	25



• Objectifs.....	25
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....	26
Organisation des secours.....	26
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	26
Risque incendie	26
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....	27
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	27
Visite d'inspection commune.....	27
Etablissement d'un PPSPS	28
Diffusion des PPSPS.....	28
Observations du coordonnateur SPS.....	28
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	28
Mise à jour du PGC	29
Sous-traitant	29
Travailleurs Indépendants	29
Travail dissimulé.....	29
Prêt de main d'oeuvre	30
Recensement des accidents du travail	30
Annexe(s).....	31
• - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage	31
• - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).....	31



Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet

Aménagements intérieurs de bureaux compris les travaux de curage et de désamiantage

Ajout de nouveaux travaux :

Ce projet est défini pour le siège situé aujourd'hui 14 rue du Ruisselet 51100 Reims, il est prévu de créer un local RGI et un ensemble de sous répartiteurs répartis dans l'ensemble des bâtiments et des 6 niveaux. Ce projet vise également à revoir les alimentations électriques normales et ondulées, et comprendra la fourniture de la baie et des armoires électriques pour le niveau R+1 et R+2 du bâtiment A/B.

Situation géographique

Les travaux se déroulent dans le bâtiment de la CPAM de REIMS, en site occupé.

Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent 14 rue du Ruisselet à REIMS

Plots A et B au R+1

Les nouveaux travaux se situeront dans tous les niveaux du bâtiment.

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 8 mois avec une période de préparation de 2 mois comprise dans ce délai.

Le début prévisionnel des travaux est fixé au premier trimestre 2025

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------



Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
Maître d'ouvrage		
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE - CPAM 14 Rue du Ruisseaulet 51100 REIMS	M Tony MONCUY	+33 3 26 84 30 46 +33 3 26 84 41 90 tony.moncuy@assurance-maladie.fr
Maître d'oeuvre		
GINGER DELEO 5 Chemins des Filatiers 62223 STE CATHERINE	DUVET Elodie	e.duvet@groupeginger.com
Maître d'ouvrage		
	M Florent BOURDIN	+33 6 34 39 61 14 +33 3 26 61 23 23 florent.bourdin-ext@assurance-maladie.fr
Maîtrise d'oeuvre		
IPH INGENIERIE Avenue Abel Bardin et Charles Benoît 02100 ROUVROY	M°MENU Laurent	03 23 68 68 08 elec-reseaux@iph-bet.fr
Coordonnateur SPS		
DEKRA Industrial ACT CSPS CHAMPAGNE ARDENNE NORD 54, rue Saint Léonard ZI Sud Est 51686 REIMS CEDEX 2	<u>Titulaire :</u> C : HUBERT MEUNIER R : QUENTIN DELPECH <u>Suppléant :</u> C : R :	03.20.16.33.79 quentin.delpech@dekra.com

Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
DDETSPP		
5 rue Gaston BOYER CS10009 51724 REIMS CEDEX		03 26 69 57 51 ddetspp-uc2@marne.gouv.fr
CARSAT		
Service Prévention 11 rue Pingat 51721 REIMS CEDEX		03 26 84 41 57 03 26 84 41 58 antenne51.prevention@carsat-nordest.fr
OPPBTP		
Pôle Technologique Henri Farman 16, rue Gabriel Voisin - BP 306 51688 REIMS CEDEX 2		03 26 47 36 40 03 26 47 64 94 reims@oppbtp.fr

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage



Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par l'UIOSS (lors de l'IC CE) et le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux établissements en activité

Les travaux se déroulent en site occupé .

Les entreprises devront respecter l'organisation mise en place par le représentant de l'établissement et la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises respecteront les horaires indiqués lors de la phase préparation.

Par rapport aux piétons

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Par rapport aux interdictions de survol

Sans objet

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les réseaux à conserver ou à dévier seront précisés par le représentant de l'établissement.

Les réseaux maintenus en service devront être signalés, balisés et protégés.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

Le Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux référence 10777590/S1.1.2.R rédigé le 21/06/2021 de la société BUREAU VERITAS et le Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux de la société DEKRA Référence AMITRAV-E6097352-2401 31 janvier 2025 indiquent qu'**il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.**

Dans le cadre de l'opération des travaux de désamiantage sont programmés (sous-section 3).

Certains travaux se feront également en sous-section 4.

Les diagnostics amiante avant travaux doivent être diffusés par la maîtrise d'œuvre à toutes les entreprises: ils seront joints au DCE

-> Toute les entreprises doivent tenir compte des diagnostics amiante avant travaux joint au DCE

-> L'entreprise titulaire a en charge l'information auprès de ses sous-traitants et prestataires de la présence de matériaux amiantés: les diagnostics seront diffusés aux sous-traitants par les entreprises titulaires.

-> Pas d'intervention sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante susceptible d'émettre des fibres d'amiante sans qualification SS4 et sans l'établissement du mode opératoire à transmettre au organismes de prévention au préalable

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera par la rue Ruisselet

- Soit le 16 rue Ruisselet

- Soit par la porte située à l'angle des rues Capucins et Ruisselet

Les accès seront défini avec le représentant de l'établissement et le maître d'œuvre lors de la période de préparation



Points particuliers

L'établissement est soumis à un contrôle d'accès : le personnel devra être identifié.

Une pastille sera délivrées aux entreprises par l'UIOSS

Le stationnement est limité sur le site à cause du manque de place.

Des places de stationnement seront mises à dispositions par L'UIOSS : les entreprises devront respecter les consignes de stationnement.

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises est interdit sur le site

Affichage - Fléchage - Signalétique d'accès

La signalétique indiquant la présence des travaux sera réalisée par l'UIOSS

L'affichage obligatoire : panneaux « PORT DES EPI », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC », « ZONE DE DESAMIANPAGE », etc.

La signalétique spécifique aux chantiers de désamiantages est à la charge de l'entreprise concernée

Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Panneau de chantier : tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les entreprises ne pourront intervenir qu'après avoir réaliser l'IC (dans les délais indiqués chapitre 7). Et transmis leurs PPSPS

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locatiers, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnés par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Infrastructures de chantier

L'UIOSS aura à sa charge la mise en place des installations destinées au personnel du chantier et les installations électriques du chantier.

L'UIOSS mettra également à disposition les monte charge sous certaines conditions (voir chapitre 4)

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

L'UIOSS met à disposition des monte charge pour une utilisation commune selon les phase des travaux (mise en commun des moyens de manutention) La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

Protections collectives

Chaque lot a à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives nécessaires pour la réalisation des travaux



VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Sans objet.

INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'UIOSS met à disposition du personnel du chantier

Des sanitaire

Des locaux (réfectoire vestiaires)

Code du travail – Quatrième partie / Livre V / Titre III / Section 16

INSTALLATIONS D'ACCUEIL DANS LES CHANTIERS		OBSERVATIONS, CAS PARTICULIERS	CODE DU TRAVAIL
Tous travaux		Aérés, éclairés et chauffés, tenus en état de propreté constant	L4221-1
Local vestiaire	Armoires vestiaires	Ininflammables à 2 compartiments	R4228-6
	Sieges	En nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)	R4228-6
Local réfectoire (dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier)	Tables et sièges	En nombre suffisant, nettoyage après chaque repas	R4534-142
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	Chauffe-gamelle, cuisinière ou micro-ondes, avec consignes d'utilisation	R4534-142
	Eau potable fraîche et chaude	Un robinet pour 10 usagers conseillé	R4228-22
	Garde manger	Destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante et, si possible d'un réfrigérateur	R4534-142
Eau potable	Pour la boisson	Eau potable fraîche, à raison de 3 litres au moins par jour et par travailleur	R4534-143
Sanitaires	Lavabos	Lavabos, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent	R. 4228-7
	Eau pour se laver	Eau courante à température réglable	R. 4228-7
	Moyens de nettoyage, de séchage ou essuyage	Savon liquide adapté, rouleaux tissu ou sècheurs électriques adaptés	R. 4228-7
Cabinets d'aisance (WC, urinoirs)		*Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) papier hygiénique *Un cabinet au moins avec poste d'eau	R. 4228-10 à 15
Douches		*Installation conseillée Une douche pour 8 personnes est obligatoire pour les travaux insalubres ou salissants, définis par décrets	R. 4228-8 à 9



Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier de principe est établi par le maître d'œuvre

Ce plan sera complété et mis à jour lors de la période de préparation désignées , après avoir pris en compte les informations fournies par les entreprises .

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'utilisation des locaux existants comme cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- Les accès aux zones du chantier
- Les circulations destinées au personnel du chantier
- Les contraintes du site à respecter (issues de secours, cheminement du personnel de la CPAM, etc.)
- Les circuits d'approvisionnement et d'évacuation des matériaux
- Etc.

Clôtures

La responsabilité du maître d'ouvrage suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture.

Les zones liées à l'opération situées à l'extérieur du bâtiment seront obligatoirement clôturées.

Ces zones seront closes à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking	Existants
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	Lot 01 Curage et désamiantage
Réseaux divers existants à protéger	UIOSS
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	Chaque lot concerné
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	Mise à disposition par le maître d'ouvrage des sanitaires existants (emplacement à définir lors de la préparation du chantier)
Vestiaires, réfectoires de son lot jusqu'à la fin de sa prestation.	Mise à disposition par le maître d'ouvrage d'un local au R-1 du bâtiment F
Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment (par étage et par bâtiment)	UIOSS
Bennes à déchets	Chaque lot



Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

Secours

Affichage des numéros d'alerte dans les zones de chantier et affichage « En cas d'accident »

Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée par
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	UIOSS
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	UIOSS

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
Envoi du PPSPS du lot principal et du lot concerné par le désamiantage	- Inspection du Travail/DIRECCTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Lot 01 Curage et désamiantage
Autorisation éventuelle de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville de REIMS	Chaque lot concerné
Autorisation administrative diverse		



Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les flux du personnel du chantier et de la CPAM seront commun aux abords des zones de travaux

Les zones de circulation dans les zones travaux et aux abords (dans l'établissement) devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

LES ISSUES DE SECOURS DE SECOURS DE L'ETABLISSEMENT NE DEVRONT JAMAIS ETRE ENCOMBRES.

Tous les intervenants du chantier devront respecter les conditions d'accès et de circulation de l'établissement ainsi que les consignes et l'organisation mise en place par l'UIOSS

Le PIC indiquera les circuits d'accès des intervenants du chantier

Les entreprises indiqueront dans leurs PPSPS les circuits d'approvisionnement et d'évacuation de leurs matériaux

Circulations horizontales et verticales

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	Lot 01 Curage et désamiantage
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : - permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.	Lot 01 Curage et désamiantage
Aménagements des accès pour le personnel		Lot 01 Curage et désamiantage
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales		Toutes les entreprises



CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)

Sans objet

Grues mobiles :

Sans objet

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.



Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier. L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Les entreprises devront préciser dans leur PPSPS les moyens et les cheminement pour réaliser leurs approvisionnements de matériaux.

Magasins

Les entreprises n'ont pas la possibilité d'aménager, des magasins de stockage dans le bâtiment

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

TRAVAUX DE DESAMIANTAGES

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifiée et son personnel formé. L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité. L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	Lot 01 Curage et désamiantage Lot LOCAL RGI/PASSAGE FIBRE
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Le type et les quantités d'amiante manipulés ; - Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ; - Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ; - Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ; - La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ; - Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ; Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.	Lot 01 Curage et désamiantage Lot LOCAL RGI/PASSAGE FIBRE
Etablissement d'un mode opératoire (sous-section 4)	L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - La nature de l'intervention ; - Les matériaux concernés ; - La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ; - Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ; - Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 - Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ; - Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ; 	Lot 01 Curage et désamiantage Lot LOCAL RGI/PASSAGE FIBRE



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<ul style="list-style-type: none"> Les procédures de gestion des déchets ; Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119. <p>Le mode opératoire est transmis avant sa 1^{ère} mise en œuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés.</p>	
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Pendant les travaux de désamiantage, <ul style="list-style-type: none"> mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ; mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ; Avant démantèlement de l'isolement, <ul style="list-style-type: none"> prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1^{ère} restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC). 	<p>Lot 01 Curage et désamiantage</p> <p>Lot LOCAL RGI/PASSAGE FIBRE</p>
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée «fin de chantier amiante»; Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : «Mesure dite de 2^{ème} restitution» suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A & B. 	Maître d'Ouvrage

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

Les entreprises indiqueront dans leurs PPSPS les circuits d'évacuation de leurs déchets, gravats et matériaux.

L'UIOSS et la MOE valideront ces circuits.

Evacuation des déchets

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	Chaque entrepreneur a à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot. Ces bennes seront totalement indépendantes des bennes gérées par le compte prorata.	Chaque lot concerné
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par les entreprises concernées.	Chaque lot concerné
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

PROTECTIONS COLLECTIVES

Généralités

La réglementation demande de prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle

Rappel des principes généraux de prévention :

-> 8. *Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.*

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs.

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer une protection collective pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions, par un dispositif assurant une protection équivalente pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

-> Les protections mises en œuvre doivent être maintenues. En cas de nécessité d'enlèvement par un autre corps d'état, des protections de remplacement doivent être posées par celui-ci. (A voir avec le Coordonnateur et à prévoir dans le PPSPS).

Chaque entreprise devra s'assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à réaliser.

Chaque entreprise a obligation d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier.

En toutes circonstances, une entreprise créant un risque de par ces travaux ce doit de mettre en œuvre par tout procédé une ou des protections collectives, de façon à assurer la sécurité de ces employés et de toutes personnes susceptibles d'être dans la zone dangereuse concernée.

Nature des protections collectives :

Les entreprises décriront dans leurs PPSPS les protections collectives qui seront mises en œuvre.

Elles devront répondre aux exigences du code du travail et aux normes en vigueur.

Les protections collectives mises en place devront être adaptées aux différentes interventions des corps d'état (exemples, les protections collectives installées au droit des châssis devront permettre la mise en place des menuiseries extérieures sans prise de risque pour les poseurs) ; les entreprises devront transmettre leurs modes opératoires à l'entreprise chargée de la mise en place des protections collectives.

Etude des moyens de protection collective en phase chantier

Les entreprises étudieront, avec leurs sous-traitants, la nature et les moyens de mise en œuvre des protections collectives pendant la période des travaux. Le positionnement des protections collectives devra permettre la mise en place des protections définitives. La mise en place et l'enlèvement des protections collectives provisoires devront se faire sans entraîner de risque majeur pour l'intervenant. Les entreprises proposeront au Coordonnateur SPS et à la maîtrise d'œuvre, les projets des moyens retenus pour validation en fonction des principes généraux de prévention.

TRAVAIL EN HAUTEUR

Tous salariés appelé à intervenir sur des postes de travail situés en élévation doit impérativement avoir reçu de son employeur l'information relative au risque de chute de hauteur et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants.

Les entreprises assureront une protection contre les chutes de hauteur. Articles : R4323-58 à R4323-90 du code du travail (Décret 2004-924 du 1/09/2004)

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est proscrite.

Pour les travaux en hauteur, les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles roulantes, des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet (exemple : plates-formes hydrauliques motorisées, nacelles auto élévatrice, etc.).



Pour les échafaudages de pied, les entreprises devront notamment choisir un modèle de matériel permettant le montage et démontage en sécurité : utilisation d'échafaudages avec garde-corps de montage et d'exploitation ou, à défaut, utilisation de garde-corps provisoires « de montage » pouvant être installés à partir des plateaux inférieurs.

L'attention des entreprises est attirée sur l'application du décret 2004 -924 du 1er septembre 2004 qui impose notamment : Le montage et le démontage de l'échafaudage par du personnel formé et encadré par une personne compétente également formée.

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'UIOSS assurera le branchement depuis le réseau du bâtiment et la pose des coffrets électriques du chantier.

- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels ;
- l'installation d'éclairage des circulations.

L'installation électrique consiste à,

- mettre à disposition de tous les salariés des différents corps d'état qui y travailleront, des points de branchement électrique sur socles de prises de courant en nombre suffisant et situés à une distance raisonnable de tout lieu du chantier, afin qu'ils puissent y brancher aisément leurs appareils électriques usuels sans avoir à utiliser des prolongateurs de longueur supérieure à 25 m,
- assurer l'éclairage artificiel de toutes les voies de circulations intérieures, qu'elles soient clairement matérialisées ou qu'elles aient été définies dans le dossier d'appel d'offres, ou lors des réunions de chantier.
- Assurer l'éclairage de secours : le personnel du chantier devra pouvoir évacuer le chantier en cas d'urgence
- assurer la continuité, l'adaptation ou la création des alimentations électriques des moyens de levage et autres.

Vérification des installations électriques temporaires

Le type de vérification :

Les nouveaux textes ont institué un mode de vérification spécifique pour les installations électriques temporaires. Ces dernières ne sont pas soumises aux vérifications initiales et périodiques prévues pour les installations permanentes mais sont soumises à « un processus de vérification » (R. 4226-21).

Le processus de vérification et le vérificateur :

Les méthodes, l'étendue, la périodicité de la vérification ainsi que le contenu des rapports sont prévus à l'article 4 de l'arrêté du 26 décembre 2011 et détaillés dans l'annexe IV du même arrêté. Les critères de compétence de la personne en charge de la vérification sont spécifiés par l'article 2 de l'arrêté du 22 décembre 2011.

Le tableau ci-après présente, par type de chantier (catégorie), la périodicité et le contenu des vérifications, le contenu et la forme du rapport ainsi que la qualité du vérificateur.

	Périodicité des vérifications	Contenue de la vérification	Contenu rapport et forme	Vérificateur
Chantiers de catégorie 1 et 2 ou chantier dont la puissance d'alimentation dépasse 100 kVA (3)	Première vérification (1)	Méthode et contenu de la vérification : annexe I de l'arrêté du 26/12/2011	Rapport établi comme le rapport de vérification initiale (point 2 de l'annexe II de l'arrêté du 26/12/11)	Organisme accrédité (art. 4 de l'arrêté du 22/12/11)
	Vérification complémentaire (2)		Mise à jour du rapport de la première vérification ou rédaction d'annexes	
			Mise à jour de l'imprimé type ou rédaction d'annexes	
Chantiers de longue durée (supérieur à 1 an)	Première vérification (1)		Rapport établi comme le rapport de vérification initiale (annexe II de l'arrêté du 26/12/11)	Organisme accrédité (art. 4 de l'arrêté du 22/12/11)
	Vérification complémentaire (2)		Mise à jour du rapport de la première vérification ou rédaction d'annexes	
	Vérification annuelle		Rapport de vérification périodique (point 3 de l'annexe II de l'arrêté du 26/12/11)	
<p>1 : Après réalisation de l'alimentation électrique du chantier (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, pompes, cantonnement...)</p> <p>2 : Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des alimentations électriques et de l'éclairage de chantier nécessaires pour ces différents corps états.</p> <p>3 : Le nombre de KVA (KILO Volt Ampère) apparaît sur l'abonnement souscrit auprès d'EDF ou est inscrit sur le groupe électrogène.</p>				

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné



Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Travaux en milieu en occupé

Le chantier se déroulant en milieu occupé, des dispositions particulières devront être étudiées dès la phase de préparation du chantier. Il s'agit, sous la conduite du Maître de l'ouvrage ou de son représentant :

- D'examiner très précisément les travaux, délais, interface et notamment les nuisances qu'ils peuvent engendrer :
 - le bruit, les poussières
 - les coupures d'eau, d'électricité, d'évacuation...
 - la modification des accès aux bâtiments, aux différents services...
 - les déplacements de services...

Afin de pouvoir en avertir suffisamment tôt les utilisateurs.

- D'organiser l'information dans l'enceinte de du bâtiment
 - Mise en place des panneaux d'affichages (UIOSS),
 - Préparation de notes informatives sur le déroulement des travaux, leurs durées, les nuisances, les choix de prestations possibles et les délais laissés pour ces choix, les personnes à contacter pour les urgences,
 - Présentations des modifications d'accès (provisoire ou définitive) avec mise en place de la signalisation
- D'organiser les modalités spécifiques relatives :
 - Au nettoyage du chantier
 - Au maintien permanent des services
 - A la sécurité du public et du personnel de l'établissement, tant celle qui concerne leur personne, que celle qui concerne les biens (éviter de faciliter les cambriolages pendant la durée des travaux)
 - Aux horaires de travail
- Les zones de travail dans les parties communes devront être séparées physiquement du public. Chaque entreprise est tenue d'exécuter les isolements nécessaires notamment lors des démolitions, percements, ponçages ...

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires de déroulement de chantier imposés par le chef d'établissement en fonction du site en activité seront indiqué pendant la visite du site des entreprises

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention. Les entreprises ont à leur charge la fourniture et la mise à disposition de leur personnel des extincteurs nécessaires.

Les entreprises ne doivent en aucun cas emprunter les extincteurs de l'établissement

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.



Evacuation des personnes en cas d'incendie

Les issues de secours de l'établissement concernées par les travaux devront OBLIGATOIREMENT rester libre et dégagées.

Le plan d'évacuation à ce stade ne sera pas modifié. Cependant, en cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

CONSIGNATIONS :

Consignation électricité : A réaliser par l'UIOSS, qui devra diffuser à la MOE avec copie au coordonnateur S.P.S un P.V précisant: la date de la consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé.

Les plans indiqueront les r »seaux maintenus en service.

Consignation réseau plomberie et chauffage : A réaliser par l'UIOSS, qui devra transmettre au coordonnateur S.P.S un P.V précisant: la date de la consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

LE CHANTIER ET SES ABORDS DEVRONT ETRE DANS UN ETAT DE PROPRETE IRREPROCHABLE

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les entreprises devront maintenir propres les locaux destinés au personnel du chantier et les toilettes mis à disposition par l'UIOSS

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, à, n°, rue, en face de, téléphone
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux par point chaud devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none">- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none">- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94- art. L.4531-1 à L. 4531-18- art. R. 4532-38- art. R. 4532-95

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none">- les consignes à observer et à transmettre ;- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; - de l'entreprise sur les autres intervenants ; - de l'entreprise sur ses propres salariés. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

DIFFUSION DES PPSPS

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS avant toute intervention.</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les entreprises chargées du lot 1 ; - pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. 	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Oeuvre</p>	Articles R. 4532-13

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48



MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;



- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

Annexe(s)

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)



ANNEXE 1 **LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES** **DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Lot 01 Curage et désamiantage	T	STDE 11 RUE MAX LINDER 91700 STE GENEVIEVE DES BOIS	KAHRIMAN NES	0652592789 contact.stdenvironnement@g mail.com
Lot 01 Curage et désamiantage	T	WIG FRANCE 175 rue Marie Marvingt 54200 TOUL	HENG Simon	07 50 65 17 19 simon.heng@wigfrance.fr
Lot LOCAL RGI/PASSAGE FIBRE	T			
Lot 02 Chauffage- Ventilation	T	TUNZINI SANTERNE 6 bis rue du Chaperon 51420 CERNAY LES REIMS	M. GREMY Mickael	06 71 58 15 24 mickael.gremy@tunzini.fr
Lot 03 Electricité CFO CFA	T			
Lot 04 Revêtements de sols Peintures	T			
Lot 05 Faux plafonds-Cloisons- Men. intérieures bois	T	PPDS 3, rue du Château Sénart 51370 ST BRICE COURCELLES		03.26.04.56.95 03.26.04.54.70 menuiserie.ppds@wanadoo.fr



ANNEXE 2

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le PPSPS n'est pas un document administratif destiné à satisfaire les organismes de prévention, mais un document de travail opérationnel qui prévoit en amont l'organisation du travail qui évite les risques ou les prévient.

Ce n'est pas un mode opératoire adaptable à tous les chantiers. Il doit tenir compte des spécificités du chantier et du site. Les croquis, schémas et autres plans sont toujours intéressants pour une meilleure compréhension.

L. 4532-9 - version en vigueur depuis le 01 mai 2008

Sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un Plan Général de Coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Ce plan est communiqué au Coordonnateur.

Toute entreprise appelée à exécuter seule des travaux dont la durée et le volume prévus excèdent certains seuils établit également ce plan.

Elle le communique au Maître d'Ouvrage.

Conformément à Article R4532-63 du code du travail,

Le plan particulier de sécurité indique :

- 1° Les nom et adresse de l'entrepreneur ;
- 2° L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ;
- 3° Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

Article R4532-64

Le plan particulier de sécurité est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier.

A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

- 1° Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques découlant :
 - a) De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;
 - b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;
- 2° La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 ;
- 3° Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Article R4532-66

Le plan particulier de sécurité :

- 1° Analyse de manière détaillée les procédés d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs sur le chantier
- 2° Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de produits, aux déplacements des travailleurs, à l'organisation du chantier ;
- 3° Indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent ;
- 4° Précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Article R4532-67

Le plan particulier de sécurité comporte de manière détaillée :



1° Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :

- a) Les consignes de premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
- b) Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
- c) Le matériel médical existant sur le chantier ;
- d) Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;

2° Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

